



KPMG SA
Le Mirabeau
4 quai d'Arenc
Boulevard Jacques Saadé
13002 Marseille

Association Pour le Développement Local du Pays de Martigues - A.P.D.L.

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Association Pour le Développement Local du Pays de Martigues - A.P.D.L.

Quai Poterne - Quartier de l'Ile - 13500 Martigues

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre

HG



KPMG SA
Le Mirabeau
4 quai d'Arenc
Boulevard Jacques Saadé
13002 Marseille

Association Pour le Développement Local du Pays de Martigues - A.P.D.L.

Quai Poterne - Quartier de l'Ile - 13500 Martigues

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'Association Pour le Développement Local du Pays de Martigues,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Pour le Développement Local du Pays de Martigues relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note « Faits caractéristiques de l'exercice – Continuité d'exploitation » de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre le point décrit dans la partie « Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation », nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marseille, le 4 juillet 2025

KPMG SA

Gilles CHARLES

Associé

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2024 12			Exercice N-1 31/12/2023 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	6 338	6 338				
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains	9 187		9 187	9 187		
	Constructions	82 684	25 550	57 134	61 455	4 321-	7. 03-
	Installations techniques Matériel et outillage	19 588	18 267	1 321	6 652	5 331-	80. 14-
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations et Créances rattachées						
	Autres titres immobilisés	7		7	7		
	Prêts						
	Autres						
Total I		117 804	50 156	67 649	77 301	9 652-	12. 49-
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours				5 207	5 207-	
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	191 300		191 300	91 310	99 990	109. 51
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	109 724	20 000	89 724	275 043	185 319-	67. 38-
	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	44 457		44 457	69 826	25 368-	36. 33-
	Charges constatées d'avance (2)	1 224		1 224	353	871	246. 62
Total II		346 705	20 000	326 705	441 739	115 034-	26. 04-
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		464 510	70 156	394 354	519 040	124 686-	24. 02-

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2024 12		Exercice N-1 31/12/2023 12		Ecart N / N-1	
						Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres						
	Fonds propres sans droit de reprise :						
	Fonds propres statutaires						
	Fonds propres complémentaires						
	Fonds propres avec droit de reprise :						
	Fonds statutaires						
	Fonds propres complémentaires						
	Ecarts de réévaluation						
	Réserves :						
	Réserves statutaires ou contractuelles						
FONDS DÉDIÉS	Réserves pour projet de l'entité						
	Autres	43 963		43 963			
	Report à nouveau	71 662		144 473		72 811-	50.40-
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	36 893-		72 811-		35 918	49.33
	Situation nette (sous total)	78 733		115 625		36 893-	31.91-
	Fonds propres consommables						
	Subventions d'investissement			25 000		25 000-	100.00-
	Provisions réglementées						
	Total I	78 733		140 625		61 893-	44.01-
	Fonds reportés liés aux legs ou donations						
PROVISIONS	Fonds dédiés	35 192		169 064		133 872-	79.18-
	Total II	35 192		169 064		133 872-	79.18-
	Provisions pour risques	4 150		20 000		15 850-	79.25-
DETTE (1)	Provisions pour charges						
	Total III	4 150		20 000		15 850-	79.25-
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)						
DETTE (1)	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	3 842		11 449		7 607-	66.44-
	Emprunts et dettes financières diverses						
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	61 084		52 739		8 345	15.82
	Dettes des legs ou donations						
	Dettes fiscales et sociales	178 624		118 681		59 942	50.51
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés						
	Autres dettes	32 729		3 148		29 581	939.52
	Instruments de trésorerie						
	Produits constatés d'avance			3 333		3 333-	100.00-
	Total IV	276 279		189 351		86 928	45.91
Ecarts de conversion passif (V)							
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)		394 354		519 040		124 686-	24.02-

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2024 12	31/12/2023 12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
Ventes de biens	11 021	17 287	6 266-	36. 25-
Ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	516 544	155 565	360 979	232. 04
Parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	309 939	899 035	589 096-	65. 53-
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières	28 485	31 498	3 013-	9. 57-
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	6 689	35 433	28 744-	81. 12-
Utilisations des fonds dédiés	169 064	15 701	153 363	976. 77
Autres produits	13	1 474	1 461-	99. 12-
Total I	1 041 754	1 155 993	114 239-	9. 88-
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises	4 264	26 387	22 123-	83. 84-
Variation de stock	5 207	932-	6 139	658. 89
Autres achats et charges externes	139 433	140 847	1 414-	1. 00-
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	33 706	52 872	19 167-	36. 25-
Salaires et traitements	572 747	678 518	105 771-	15. 59-
Charges sociales	223 049	254 974	31 924-	12. 52-
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	7 302	8 679	1 377-	15. 86-
Dotations aux provisions	24 150		24 150	
Reports en fonds dédiés	35 192	64 544	29 352-	45. 48-
Autres charges	56 008	7	56 001	NS
Total II	1 101 058	1 225 896	124 838-	10. 18-
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	59 304-	69 903-	10 599	15. 16

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2024	12	31/12/2023	12	Euros	%
Produits financiers						
De participation						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé						
Autres intérêts et produits assimilés						
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total III						
Charges financières						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions						
Intérêts et charges assimilées		114		216	102-	47. 09-
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement						
Total IV		114		216	102-	47. 09-
2. Résultat financier (III-IV)		114-		216-	102	47. 09
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)		59 418-		70 119-	10 701	15. 26
Produits exceptionnels						
Sur opérations de gestion		14 014		300	13 714	NS
Sur opérations en capital						
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		20 000			20 000	
Total V		34 014		300	33 714	NS
Charges exceptionnelles						
Sur opérations de gestion		9 139		2 992	6 147	205. 43
Sur opérations en capital						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		2 350			2 350	
Total VI		11 489		2 992	8 497	283. 98
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		22 526		2 692-	25 218	936. 80
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)						
Total des produits (I+III+V)		1 075 768		1 156 293	80 525-	6. 96-
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)		1 112 661		1 229 104	116 444-	9. 47-
5. EXCEDENT OU DEFICIT		36 893-		72 811-	35 918	49. 33

116

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2024 12	31/12/2023 12	Euros	%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature				
Prestations en nature	19 210	19 515	305-	1.56-
Bénévolat				
TOTAL	19 210	19 515	305-	1.56-
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens	19 210	19 515	305-	1.56-
Prestations en nature				
Personnel bénévole				
TOTAL	19 210	19 515	305-	1.56-

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

L'Association a pour but de concourir à l'élaboration, à la mise en place et au développement d'une politique locale d'insertion professionnelle et sociale des habitants de la zone géographique comprenant les territoires des Villes de Martigues, Port-de-Bouc et Saint Mitre Les Remparts (article 2 des statuts).

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le " projet de notre entité " pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Lieu Accueil : accompagnement social individuel des allocataires du RSA - fin du dispositif sur l'exercice
- Dynamique d'Accès aux Soins et à la Santé : accompagnement individuel et collectif dans le cadre de parcours de santé
- Accompagnement Social Educatif Lié au Logement : accompagnement individuel de plusieurs familles
- Mieux Vivre Son Logement : accompagnement individuel et collectif + auto-réhabilitation
- Epicerie Sociale et Solidaire : accompagnement individuel et collectif sur la question de l'alimentation + aide alimentaire d'urgence - fin du dispositif sur l'exercice
- Accompagnement à l'Emploi : accompagnement individuel de demandeurs d'emploi (attribution d'un nouveau marché en cours d'année)
- ASI-AGT : Dispositif d'accompagnement et de remobilisation vers l'activité et l'emploi à destination des bénéficiaires du RSA (BRSA)

Les actions fonctionnent sous forme de subventions ou de contributions financières à l'exception de l'accompagnement à l'emploi et de l'ASI-AGT qui s'inscrivent dans le cadre d'un marché public sous forme de prestation donnant lieu à facturation.

Le périmètre des activités ou missions sociales listées ci-dessus peut être ainsi défini :
Pays de Martigues comprenant les communes de Martigues, Port de Bouc et Saint-Mitre-les-Remparts

Moyens mis en oeuvre

HG

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Les principaux moyens mis en oeuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

Investissements réalisés au cours de l'exercice : néant

Ressources humaines :

L'effectif moyen sur l'exercice 2024 est de 20.72 contre 22.41 en 2023.

Faits caractéristiques de l'exercice :

* fermeture de l'épicerie au 1er juillet 2024

* changement de mode de financement du Lieu d'Accueil et AGT, qui était auparavant sous forme de subvention, en marché public ASI/AGT à compter du 2eme trimestre 2024

Continuité d'exploitation

Le plan de retour à l'équilibre décidé en 2024 n'a pas permis de retrouver un équilibre financier. Comme prévu dans ce plan, l'activité de l'épicerie solidaire a été arrêtée en juillet 2024 et le local mis en vente. Cet arrêt a entraîné sur cet exercice des charges non récurrentes.

L'activité " Lieu d'Accueil " financée sous forme de subvention jusqu'en 2023 a été remplacée à compter de mars 2024 par les actions ASI/ AGT à la suite d'une réponse à un appel d'offre du CD13. Dans le cadre de ces nouvelles actions, les délais d'encaissement sont plus importants. En effet, nous émettons les factures à terme échu en fonction du nombre de bénéficiaires suivis auquel s'ajoute le délai de traitement des factures et de mises en paiement par le CD 13.

Ce mode de fonctionnement nous génère un besoin de trésorerie plus important. En fin d'année 2024 et début 2025, nous avons eu recours à des Dailly pour financer ce besoin de financement.

De plus en plus nos actions sont financées à " l'activité réalisée " et donc, en l'absence de réalisation des objectifs imposés, nous ne sommes pas financés bien que nos charges de structure restent identiques. En 2024, l'absentéisme et le défaut de remontée des informations sur le suivi des bénéficiaires sur la plateforme du CD 13 nous a pénalisé. Nous n'avons pas atteint les objectifs fixés et donc, nous n'avons pas perçu l'ensemble des produits que nous aurions pu obtenir.

En 2025, nous allons travailler avec l'équipe sur l'impérieuse nécessité de remontée des informations sur le suivi des bénéficiaires sur la plateforme du CD 13. De plus, notre marché AGT prévoit un nombre de suivis supérieurs aux réalisations 2024 qui était la 1ère année de mise en œuvre du dispositif.

Nous avons établi le budget 2025 en tenant compte des baisses de financement annoncées par les collectivités et un objectif moyen de bénéficiaires suivis sur les dispositifs ASI/ AGT qui fait apparaître un déficit. Si nous réalisons un objectif supérieur puisque nous sommes titrés, notre équilibre financier pourrait être retrouvé. Cette atteinte repose essentiellement sur une baisse du niveau de l'absentéisme.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, le principe de continuité d'exploitation a été retenu.

En l'absence de réalisation d'un nombre de suivis supérieurs à celui atteint en 2024, notre continuité d'exploitation pourrait être remise en cause.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant

- REGLES ET METHODES COMPTABLES -

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice.

Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Informations générales complémentaires

Fonds reportés et fonds dédiés

Fonds reportés liés aux legs et donations : Sans objet

Fonds dédiés :

Lorsqu'une ressource inscrite, au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, n'a pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

pris par l'entité envers le tiersfinanceur est inscrit en charges sous la rubrique " reports en fonds dédiés " et au passif du bilan sousle compte " fonds dédiés ".

Figurent en fonds dédiés à la clôture de l'exercice les ressources dédiées à des projets définis non totalement utilisés, le cas échéant relatives à des projets terminés dont l'organe habilité de notre entité a décidé de transférer les ressources à un autre projet défini avec l'accord du tiers financeur.

Ces sommes sont reportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation, poste "Utilisations des fonds dédiés " dans les Produits au compte de résultat.

- Fonds dédiés sur subventions d'exploitation :

Les sommes inscrites en fonds dédiés correspondent soit à la part non consommée s'il s'agit d'une convention annuelle dont le financeur ne réclame pas la restitution, soit à la part non consommée de la partie rattachée à l'exercice s'il s'agit d'une convention pluriannuelle.

Les fonds dédiés comptabilisés par notre association correspondent à la part non consommée du financement ASELL à la cloture de l'exercice.

- Fonds dédiés sur contributions financières : Néant

- Fonds dédiés sur dons manuels : Néant

Ventes de prestations de services :

Ce poste concerne principalement les produits relatifs au marché Accompagnement A l'Emploi et ASI AGT.

Achats de marchandises et variation des stocks :

Le poste " Achats de marchandises " concernait les marchandises destinées à être vendue par l'épicerie sociale et solidaire. L'épicerie a fermé ses portes au mois de juillet 2024.

Subventions :

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent.

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges " Reports en fonds dédiés " en contrepartie du passif " Fonds dédiés sur subvention d'exploitation ".

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en " Provisions pour risques et charges ".

Contributions financières :

La définition de subvention a été donnée à l'article 9 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations créée par l'article 59 de la loi ESS n° 2014-856 du 31 juillet 2014 : " Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire. Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. (.). " Sont considérés comme autorités administratives au sens de la présente loi les administrations de l'Etat, les collectivités territoriales, les établissements publics à caractère administratif, les organismes de sécurité sociale et les autres organismes chargés de la gestion d'un service public administratif.

Ainsi, les subventions d'exploitation en provenance d'entités privées (autres fondations / associations / entreprises..) ont fait l'objet d'une comptabilisation dans le poste " Contributions financières " dans les produits d'exploitation du compte de résultat.

Bénévolat : sans objet

Le bénévole est une personne qui s'engage librement pour mener une action non salariée en direction d'autrui, en dehors de son temps professionnel et familial (Avis du Conseil économique et social du 24 février 1993) et selon l'objet et les règles de l'entité auprès de laquelle le bénévole s'engage.

Pour la mise en œuvre de nos actions, l'Association Pour le Développement Local n'a pas recours à des bénévoles.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU BILAN -

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Autres postes d'immobilisations incorporelles			
TOTAL	6 338		
Terrains	9 187		
Constructions sur sol propre	71 659		
Installations générales agencements aménagements des constructions	11 025		
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	825		
Installations générales agencements aménagements divers	9 933		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	8 830		
TOTAL	111 459		
Autres titres immobilisés	7		
TOTAL	7		
TOTAL GENERAL	117 804		

	Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
	Poste à Poste	Cessions		
Autres immobilisations incorporelles			6 338	6 338
TOTAL				
Terrains			9 187	9 187
Constructions sur sol propre			71 659	71 659
Installations générales agencements aménagements constr.			11 025	11 025
Installations techniques, Matériel et outillage industriel			825	825
Installations générales agencements aménagements divers			9 933	9 933
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			8 830	8 830
TOTAL			111 459	111 459
Autres titres immobilisés			7	7
TOTAL			7	7
TOTAL GENERAL			117 804	117 804

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Autres immobilisations incorporelles	6 338			6 338
TOTAL				
Constructions sur sol propre	17 611	3 583		21 194
Installations générales agencements aménagements constr.	3 619	738		4 357
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	825			825
Installations générales agencements aménagements divers	7 163	2 770		9 933
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	4 948	2 561		7 509
TOTAL	34 165	9 652		43 817
TOTAL GENERAL	40 503	9 652		50 156

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires	
				Dotations	Reprises
Constructions sur sol propre	3 583				
Instal.générales agenc.aménag.constr.	738				
Instal.générales agenc.aménag.divers	2 770				
Matériel de bureau informatique mobilier	2 561				
TOTAL	9 652				
TOTAL GENERAL	9 652				

Tableau de variation des fonds propres
ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Réserves	43 963				43 963
Report à nouveau	144 473	72 811 -		0	71 662
Excédent ou déficit de l'exercice	72 811 -	72 811		36 893	36 893 -
Subventions d'investissement	25 000			25 000	
TOTAL I	140 625			61 893	78 733

H6

ANNEXE

Tableau de variation des fonds dédiés

ANC 2018-06 : Art. 431-6

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après :

VARIATION DES FONDS DEDIES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés *
Subventions d'exploitation LIEU D ACCUEIL ASELL 2023 ASELL 2024	169 064	35 192	169 064			35 192	
	152 304		152 304				
	16 760		16 760				
		35 192				35 192	
TOTAL	169 064	35 192	169 064			35 192	

* correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Autres provisions pour risques et charges	20 000	4 150	20 000		4 150
TOTAL	20 000	4 150	20 000		4 150

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Autres provisions pour dépréciation		20 000			20 000
TOTAL		20 000			20 000
TOTAL GENERAL	20 000	24 150	20 000		24 150
Dont dotations et reprises					
d'exploitation		24 150			
exceptionnelles		2 350	20 000		

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres créances clients	191 300	191 300	
Personnel et comptes rattachés	23 711	23 711	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	997	997	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	9 241	9 241	
Divers état et autres collectivités publiques	65 749	65 749	
Débiteurs divers	10 026	10 026	
Charges constatées d'avance	1 224	1 224	
TOTAL	302 248	302 248	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine	3 842	3 842		
Fournisseurs et comptes rattachés	61 084	61 084		
Personnel et comptes rattachés	98 665	98 665		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	38 440	38 440		
Autres impôts taxes et assimilés	41 519	41 519		
Autres dettes	5 250	5 250		
TOTAL	248 800	248 800		
Emprunts souscrits en cours d'exercice	108			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	7 714			

Evaluation des immobilisations corporelles

La valeur brute des éléments corporels de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, mais à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Evaluation des amortissements

Suite à la mise en oeuvre des règlements CRC 2002-10 et 2004-06 et compte tenu de la nature des immobilisations détenues, la ventilation par composant a été effectuée sur le local acquis pour l'Épicerie Sociale et Solidaire.

Les durées d'amortissements utilisées sont conformes aux durées d'utilité.

Tous les biens sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire.

Les immobilisations autres que l'Épicerie ont une durée de vie comprise entre 3 et 5 ans.

La répartition par composants pour le local de l'Épicerie Sociale et Solidaire est la suivante :

Catégorie	Mode	Durée
Terrain	10%	Non applicable
Structure	78%	20 ans
Étanchéité / Toiture	4%	15 ans
Electricité	4%	15 ans
Chauffage / plomberie	4%	15 ans

Evaluation des créances et des dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Produits à recevoir

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Créances usagers et comptes rattachés	191 300
Autres créances	68 976
Total	260 276

Les créances clients correspondent à la facture à établir concernant les prestations PLIE de novembre et décembre 2024 pour 79 480 € et du 3ème trimestre 2024 de l'ASI AGT pour 111 460 € soit un total de 191 300 €.

Les autres créances sont essentiellement composées des subventions à recevoir pour 65 749 €.

Charges à payer

Montant des charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 614
Dettes fiscales et sociales	108 982
Autres dettes	2 254
Total	121 851

dg

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	1 224
Total	1 224

Subventions d'équipement

Les subventions d'investissement ont été soldées sur l'exercice.

- COMPLEMENT D'INFORMATIONS RELATIF AU COMPTE DE RESULTAT -

Ventilation des subventions

Répartition par secteur d'activité	Montant
DEPARTEMENT	218 186
ETAT	9 900
METROPOLE	18 000
CDC	45 520
CIAS	13 333
CAF	5 000
Total	309 939

Rémunération des dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n° 2006-56 du 23 Mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, aucune rémunération et avantages en nature n'ont été versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés (Président, Trésorier, Secrétaire Général).

Effectif moyen

	Personnel salarié
Cadres	3
Employés	18
Total	21

Le personnel mentionné ci-dessus est en ETP.

Valorisation des contributions volontaires

Sur l'exercice 2024, notre association a bénéficié de contributions volontaires en nature qui ont été comptabilisées pour un montant de 19 210 € :

- ce montant correspond à la mise à disposition par la Métropole Aix Marseille Provence des locaux (salles en fonction des besoins et 12 bureaux) pour nous permettre de mener une partie de nos activités. Ces locaux sont situés au sein de la Maison de la formation et de la jeunesse, d'une superficie de 116,02 m², évalués selon l'indice d'observatoire des loyers (ODL) sur le Territoire du Pays de Martigues publié en 2020.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

- et la mise à disposition des locaux pour la bricotèque évaluée à 300 € dans le cadre de l'action Epicerie Sociale et Solidaire.

- ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS -

Dettes garanties par des sûretés réelles

Néant

Engagements financiers

Engagements donnés

L'achat du local d'un montant de 91 870 € pour l'activité épicerie solidaire a été financé par le recours à un emprunt de 51500 €, lequel est garanti par une hypothèque donnée sur le local.

Engagements reçus

Néant

Crédit bail

Engagement en matière de pensions et retraites

Notre entité ne provisionne pas les indemnités de départ à la retraite, dont les principales caractéristiques et hypothèses retenues pour leur estimation à la date de clôture sont précisées ci-après.

Cet engagement est estimé :

- Selon la recommandation ANC 2013-02 et calculé suivant la convention CCNT du 15 mars 1966.

Les principales hypothèses retenues :

- Départ à la retraite à l'initiative du salarié,
- Le coefficient d'évolution des salaires est de 0 % (idem 2023)
- Le taux d'actualisation est de 3.5%
- Concernant l'appréciation de la probabilité d'être présent dans l'entité à l'âge de départ en retraite, notre association utilise des statistiques propres : Le turn over est faible,
- L'âge de départ à la retraite présumé, à l'initiative du salarié, est de 65 ans,
- Le taux de charges sociales est de 37% (Idem 2023)

Le montant de la provision pour indemnité de départ à la retraite s'élève à 60 086 € contre 70 361 € en 2023.

ANNEXE

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

- INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES -

Produits et charges exceptionnels

Nature	Montant	imputé au compte
Produits exceptionnels		
- PRODUITS SUR EX ANTERIEURS	11 034	
- PRODUITS DIVERS	10 480	
- REPRISE DE PROVISION EXCPETIONNELLE	20 000	
Total	41 514	
Charges exceptionnelles		
- PENALITES AMENDES	1 046	
- DIVERS	40	
- CHARGES SUR EX ANTERIEURS	8 053	
- DOTATION AMORT EXCEPTIONNELLE	2 350	
- DOTATION PROVISION EXCEPTIONNELLE	7 500	
Total	18 989	

Transferts de charges

Nature	Montant
REMBOURSEMENT FORMATION	5 797
REMBOURSEMENT ASSURANCES	892
Total	6 689

Président
H. GACCINA 